

Le patrimoine militaire

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

50



Rédaction et recherches iconographiques
Benoît Mihail

Comité d'accompagnement
Anne-Sophie Walazyc,
cabinet du Ministre-Président
Paula Dumont et Isabelle Leroy,
Direction des Monuments et des Sites

Coordination
Paula Dumont
Direction des Monuments et des Sites

Relecture
Michèle Herla et Brigitte Vander Bruggen,
Direction des Monuments et des Sites

Remerciements

Nous remercions tout particulièrement l'aide apportée par la Police Fédérale et par le département de la Défense. Nous adressons aussi nos plus vifs remerciements au personnel dévoué du Centre de documentation du Musée Royal de l'Armée et d'Histoire Militaire

Illustrations

h = haut, m = milieu, b = bas, d = droite, g = gauche

Collection Willy Verghote: 36; Direction Générale Image et Relations Publiques de la Défense: 06, 25d, 28h, 43; Ecole royale militaire / photo Peggy Bogaert: 27b; Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale / Direction des Monuments et des Sites: 08h 45h; Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale / photo Alfred de Ville de Goyet: 03d, 40; Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale / photo Marcel Vanhulst 07h; Musée de la Police Intégrée: 01, 02, 05, 07h, 08b, 09b, 11b, 12-13 sauf 12 b g, 14, 16, 18, 19, 21, 24 h/g, 24 b/d, 25 m, 28 b/g, 29b, 30, 31, 32, 35, 37, 38, 39h, 44, 46; Musée Royal de l'Armée et d'Histoire Militaire: 07b, 10, 11h, 12b/g, 17, 22, 23h, 26, 27h, 29h; Police Fédérale: 47h et b; Police Fédérale / photo Lavinia. Wouters: 15; Police Fédérale/ photo J. Balcaen: 24 h/m, 25g, 47m et b, 48; Photo de l'auteur: (couverture), 04, 09h, 24 h/d, 24 b/g & B/m, 39b, 42, 45b; Photo Isabelle Leroy: 33b; Photo Villa du Hautsart, Olivie Wilbers: 05h.

Graphisme & photogravure: La Page - Impression: Claes Printing - Diffusion: Diffusion Nord-Sud

© Éditeur responsable: Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,
Direction des Monuments et des Sites, Patrick Crahay, Directeur
CCN - rue du Progrès, 80 - 1035 Bruxelles

IMPRIMÉ EN BELGIQUE
DÉPÔT LÉGAL: D/2010/6860/015 - isbn -978-2-930457-57-4

Le patrimoine militaire

Benoît Mihail



BRUXELLES, VILLE DE GARNISON	2
L'HÉRITAGE RÉVOLUTIONNAIRE	3
LES PREMIÈRES CONSTRUCTIONS MILITAIRES	5
L'ESSOR DU « QUARTIER DES CASERNES »	9
Les besoins logistiques de l'armée	15
L'hôpital militaire et la gendarmerie d'Ixelles	17
LA BELLE ÉPOQUE DES CASERNES MODERNES	19
Les demeures royales des grenadiers	22
Une école militaire digne de son écrin	26
UN PATRIMOINE EN GUERRE	28
La commémoration	30
L'ère des bidasses	34
La seconde occupation	37
LES CASERNES ET LA MODERNISATION DE L'ARMÉE	40
LA DIFFICILE RECONVERSION DU PATRIMOINE MILITAIRE	43
Les casernes-logements, une chimère?	44
Des casernes reconverties ... en casernes	46

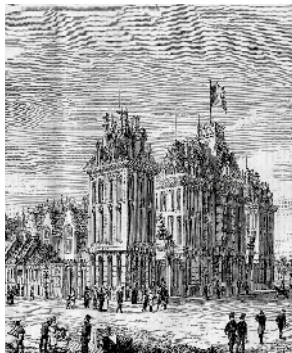


Léopold I^{er} et son état-major. Chromolithographie éditée par le magasin Aux 9 Provinces, vers 1905.

Bruxelles, ville de garnison

Bruxelles, une ville militaire ? L'affirmation a de quoi surprendre. On pense aux fortifications de la ville, puis on se dit que l'histoire des deux enceintes remonte si loin qu'elle appartient davantage à l'archéologie. On songe ensuite au « quartier des casernes » à Etterbeek, où même les rues évoquent la grande muette, mais de là à parler de garnison... Alors on réfléchit encore, et on se rappelle: le Petit Château, le Tir national, la caserne des grenadiers en haut du Sablon, etc. Tous des lieux disparus ou qui ont désormais une affectation nouvelle. Il y a donc bel et bien, à Bruxelles, un patrimoine militaire qui mérite que l'on s'y attarde.

Entreprendre une promenade dans cette histoire révolue, c'est admirer parmi les plus beaux vestiges de l'architecture d'avant 1914, avec son goût du pittoresque et du solennel. C'est aussi mieux comprendre l'armée belge, une institution longtemps méconnue qui, suite au drame de la Grande Guerre, acquiert auprès de la population une aura nouvelle. Enfin, cette promenade constitue également un angle d'approche original du principal défi auquel le patrimoine est confronté: la reconversion, ou que devient un bâtiment ancien lorsque sa raison d'être initiale a disparu.



La plaine des manœuvres et la première caserne de cavalerie sur une lithographie des années 1880.

L'HÉRITAGE RÉVOLUTIONNAIRE

La période française donne le point de départ idéal: en 1803, Bruxelles est rayée de la liste des places de guerre; ses fortifications perdent définitivement leur utilité. D'un point de vue militaire, elle devient une simple ville de garnison, un lieu de repos ou de passage obligé pour les troupes.

Des modèles de casernes existent depuis le XVII^e siècle, mais ils sont encore très peu diffusés. Pour loger les soldats, on les installe chez l'habitant, on construit des baraques (le mot désigne encore une caserne en anglais), ou, de plus en plus, on utilise les bâtiments désaffectés les plus faciles à trouver: les établissements religieux, sécularisés depuis l'époque autrichienne. Un décret impérial du 23 avril 1810 tâche de mettre de l'ordre en cédant la propriété de ces casernes improvisées aux villes, à charge de celles-ci de les entretenir. Il en résultera d'incessantes polémiques entre l'État et l'administration communale, tandis que les soldats seront toujours aussi mal logés...

En 1830, lorsque la Belgique accède à l'indépendance, l'armée dispose toujours des mêmes antiques bâtisses. Le Petit Château, une maison forte du XVI^e siècle plusieurs fois reconstruite ensuite, abrite une caserne d'infanterie. Après avoir occupé le couvent des Chartreux, l'arsenal est installé en 1846 dans un entrepôt construit à la fin du XVIII^e siècle, rue de Laeken. On loge des troupes dans les anciens couvents des Lorraines, des Annonciades, des Petits Carmes, ... Le plus connu de ces édifices conventuels reconvertis est la caserne Sainte-Élisabeth, dans le quartier Saint-Laurent. Démolie au début du XX^e siècle, en perspective des travaux de la jonction Nord-Midi, elle

La caserne Sainte-Élisabeth avant sa démolition au début du XX^e siècle.

L'ancien arsenal de Bruxelles, converti en Théâtre flamand en 1875.





Le bâtiment situé rue de Namur 4-12, construit vers 1778, abrite l'École militaire entre 1834 et 1874.

nous a laissé le souvenir de hautes façades nues, d'escaliers sombres et d'arcatures bouchées autour d'une vaste cour rectangulaire – cour dans laquelle le futur roi Albert 1^{er} prête serment en qualité d'officier des grenadiers en 1892.

Au milieu du XIX^e siècle, la présence militaire à Bruxelles s'apparente donc à une visite des quartiers pittoresques mais sordides d'un centre-ville pratiquement inchangé depuis deux siècles. Cette situation est à l'image de l'évolution d'une capitale qui n'en a encore que le nom, avant les travaux urbanistiques des années 1860. Elle nous éclaire également sur la hiérarchie des priorités de l'armée. Celle-ci naît en 1830 à partir de rien ou presque et doit affronter alors bien d'autres défis que celui de l'intendance.

Il lui faut d'abord constituer un cadre d'officiers. Une école militaire est créée en 1834 et bientôt installée dans différents locaux du quartier de la porte de Namur. L'autre souci de l'état-major est l'organisation du service militaire, qui n'est plus généralisé depuis la loi (hollandaise) sur la milice de 1817. Chaque année, l'État définit un contingent et les appelés sont désignés par tirage au sort. Celui qui n'a pas envie d'accomplir ses obligations peut payer un remplaçant – les socialistes dénonceront plus tard cet « impôt du sang » jugé inéquitable puisque les hommes du peuple n'ont pas les moyens de se faire remplacer.

Les casernes servent à loger ces miliciens et les sous-officiers chargés de les encadrer. Chacune abrite une « salle de police », une prison à plusieurs cellules, bien nécessaire pour calmer les ardeurs des miliciens. L'emploi du temps est rythmé par les corvées, les exercices dans la cour et les sorties sur la plaine des manœuvres. Les soldats ne se contentent cependant pas de s'entraîner et de parader. Dans une ville comme Bruxelles, la troupe joue un rôle majeur en matière de maintien d'ordre : elle accompagne les grandes cérémonies religieuses, de nombreux bâtiments publics sont surveillés par des soldats, etc. Le régiment des grenadiers, par exemple, a la lourde tâche de protéger le Palais royal.

Sur le plan matériel, l'armée se soucie très peu du confort de ses hommes. Le seul mobilier fourni aux troupes est un lit constitué d'une paille où fourmille la vermine. L'éclairage des vastes chambres est fourni par des chandelles achetées sur les frais de ménage (la caisse du régiment). S'ils veulent se chauffer, les soldats doivent se cotiser sur leur maigre solde. La promiscuité encourage le mélange

des odeurs les plus infectes provenant des latrines et des écuries. Aucune salle n'est prévue pour la vie commune ou les rares loisirs. Pour se ravitailler, il faut acheter du café ou du pain aux cantinières – des civils qui ont l'autorisation d'accéder à la caserne. Les officiers échappent à ce régime, dans la mesure où ils doivent se débrouiller seuls : ils ont l'obligation de loger à l'hôtel et de manger au restaurant. Un premier mess est créé en 1846, pour le cadre du régiment d'élite (futurs grenadiers), près de la porte de Schaerbeek.

LES PREMIÈRES CONSTRUCTIONS MILITAIRES

L'idée de construire des édifices spécifiques, adaptés aux besoins de l'armée, fait surface dans les années 1840, époque de vifs débats sur les formes architecturales qu'il convient de donner à la société moderne. C'est aussi l'époque où l'armée croît et s'organise. Le problème du logement fait l'objet de davantage d'attention, tant de la part des médecins militaires, préoccupés par le manque d'hygiène, que des services du génie, responsables du casernement et des fortifications. La première caserne érigée dans la capitale est la gendarmerie de l'architecte Louis Spaak, l'un des maîtres du néoclassicisme en Belgique. Sa façade blanche à trois niveaux surmontant un soubassement en pierre taillée illustre ce style à merveille. Il n'y a de fantaisie ni dans le décor, ni dans le plan – un quadrilatère autour d'une cour avec manège et terre-plein d'exercices. Construites peu après, les casernes du Palais de Laeken et du Petit Château illustrent une toute autre tendance : le goût du mélange des styles du passé. L'une et l'autre sont l'œuvre de



Le Club des guides, rue d'Arlon 32. La maison est d'abord louée par les officiers pour y établir leur mess, puis achetée en 1923 pour devenir le Cercle des officiers du 1^{er} régiment des guides.



La gendarmerie du boulevard de Waterloo, Louis Spaak, 1840. Elle est agrandie en 1874 par l'architecte provincial Hansotte puis détruite en 1921.



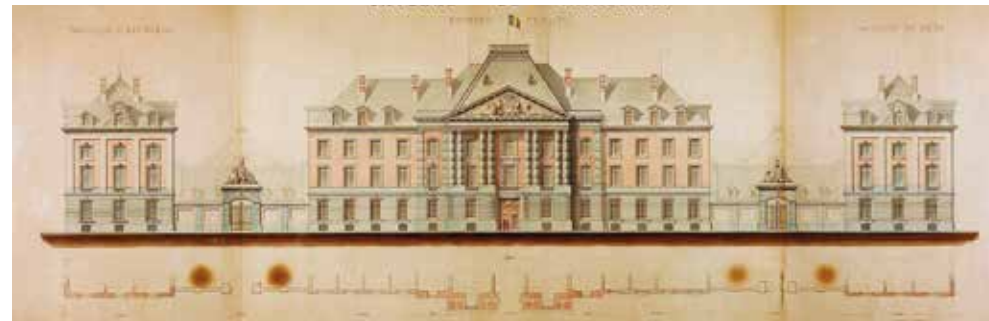
La façade principale du Petit Château vers 1912. À cette époque, l'édifice de 1848-1852 a déjà été agrandi dans le respect du style originel et il n'a pratiquement pas été modifié depuis.

Mathieu-Bernard Meyers, un capitaine du génie féru d'histoire au point de profiter des travaux de terrassement du Petit Château pour rechercher des monnaies médiévales.

Ce chantier marque un tournant important. Pour accueillir le prestigieux régiment des carabiniers, la Ville de Bruxelles s'adresse d'abord à d'éminents architectes (dont Spaak) puis choisit le projet audacieux d'un inconnu. Avec ses pignons à redents et les incessants jeux de briques sur les façades, la caserne du Petit Château évoque le style Tudor, le gothique tardif en Angleterre. À l'époque, cette physionomie ne tranche pas seulement avec les habitudes militaires, elle illustre une nouvelle manière de concevoir un édifice public. Les observateurs ne s'y trompent pas. *Le Journal des arts et de l'architecture* fait de Meyers un pionnier de l'architecture moderne, tandis que d'autres voix s'élèvent pour critiquer le choix d'un style pittoresque dans un registre qui appelle au contraire la retenue et l'élégance. Léopold II écrit en 1862: «Ce petit style château-fort genre prison, que Meyers aime ne saurait en aucun cas obtenir mes suffrages; il nous faut quelque chose de massif et de grandiose rappelant le champ de Mars et l'École militaire de Paris».

Cela dit, la guerre des styles n'intéresse pas vraiment les ministres de la Guerre. Leur souci est de marquer la présence militaire dans la ville et d'améliorer les conditions sanitaires des soldats. Inquiets des risques d'épidémies, les médecins militaires tirent les premiers la sonnette d'alarme. En 1861, un rapport du conseil supérieur d'hygiène public abonde dans le même sens. Certains écrivains, comme Georges Eeckhoud, leur emboîtent le pas avec une évocation calamiteuse de la vie dans les casernes bruxelloises (*Kermesses*, 1884). Le roi en personne débarque par surprise aux Annonciades en 1872 pour constater l'urgence du problème. Le journal indépendant *La Belgique Militaire* insiste sur la nécessité de profiter de l'assainissement des quartiers bruxellois pour rebâtir des casernes. La recherche de l'emplacement idéal pour de nouvelles installations est la première étape de cette prise de conscience.

Il convient tout d'abord de déménager la plaine des manœuvres, destinée aux parades et aux exercices de la troupe lorsque celle-ci n'est pas en période de camp. Depuis 1853, elle occupe provisoirement un hippodrome sur le plateau de Linthout, au bout de la rue de la Loi. Mais les militaires doivent le partager avec les civils et, surtout, le site



Plan aquarellé de la première caserne de cavalerie à Etterbeek, 1875.

est très convoité suite à l'extension du quartier Léopold. De nombreux projets voient le jour: il est question d'installer la plaine entre la chaussée de Ninove et le canal, près du bois de La Cambre, le long de la chaussée de Louvain, ou tout simplement de la laisser là et de l'entourer de somptueuses casernes, ainsi que l'imagine Meyers avec son « Château Léopold ».

Ces tergiversations justifient en partie la promulgation en 1873 d'une loi qui libère l'administration communale de la tâche du casernement au profit de l'État, c'est-à-dire du département de la Guerre. Le dossier se débloque enfin, d'autant que le choix du site de Linthout pour accueillir les festivités du cinquantenaire de l'Indépendance impose un déménagement rapide de la plaine des manœuvres. En 1875, l'État passe un accord avec la Ville de Bruxelles pour l'installation de celle-ci dans le quartier de la Chasse royale, un terrain en friche vaste de 45 hectares. Les parcelles sont achetées par la Ville qui en cède ensuite gratuitement une partie à l'État; elle a le droit de revendre à sa guise le reste des terrains et de faire enfin abattre les vieux couvents Sainte-Élisabeth et des Annonciades. Le territoire de la future plaine s'étend sur plusieurs communes. Afin de garantir à l'armée de n'avoir qu'un seul interlocuteur, l'entièreté du site est annexé par la commune d'Ixelles, malgré les protestations d'Etterbeek, qui reçoit là un avant-goût





La première gare d'Etterbeek (1880), avant la construction des immeubles du boulevard de la Plaine. On aperçoit les escaliers qui subsistent de la gare de 1906, démolie vers 1950.

Le plus célèbre des fournisseurs militaires est Jules Fonson, établi rue des Fabriques. Mais l'agglomération fourmille de fabricants plus modestes, comme ce Vandebroek, « ex-tailleur du premier guides ».



des contraintes que l'armée va lui imposer un siècle durant. Car Etterbeek est désignée pour accueillir de nouvelles casernes, face à la plaine. Le site, malgré son isolement, convient parfaitement aux besoins de l'armée. D'abord, la proximité de l'avenue de la Couronne permet un contact facile avec le centre de la ville. Ensuite, le long de cette voie se trouve le chemin de fer de Bruxelles à Tervuren, qui permet de rejoindre, via la ligne d'Anvers, le grand camp d'exercices de Beverloo à Bourg-Léopold. Enfin, le faible coût des terrains – à l'époque – permet d'envisager toutes les extensions dont rêve l'armée. Celle-ci donne son avis sur le tracé des nouvelles voies et aide à leur financement. Le grand axe destiné à relier la plaine au bois de La Cambre porte d'ailleurs le nom de boulevard Militaire – il prendra le nom de Général Jacques, héros du front de l'Yser en 1918, à la mort de celui-ci. L'armée fait aussi construire une petite gare en fonction des besoins des soldats, avec une rampe pour faciliter l'accès aux wagons du matériel lourd à transporter. Bref, le quartier devient le pôle d'attraction de la présence militaire à Bruxelles, au grand dam de la petite commune d'Etterbeek qui voit se réduire comme peau de chagrin la superficie des terrains imposables.

Bien sûr, la présence des soldats favorise les commerces. Dès 1875, un campement provisoire occupe la plaine pour loger le génie. La cantine est installée dans une ferme des environs. Mais ce sont surtout des tripots et des établissements louches qui prospèrent. Or, l'armée a le droit de refuser l'installation de toute entreprise jugée dangereuse ou malsaine à côté des installations militaires. En 1904, une certaine Madame Plasman souhaite installer une baraque près de la gare afin de « donner à manger et à boire aux ouvriers ». Elle est éconduite de peur qu'elle n'ouvre « un débit de boissons alcooliques » mais aussi parce que le Génie a d'autres ambitions pour le terrain convoité. De même, elle oblige la commune à déménager son cimetière, de peur que celui-ci ne provoque des épidémies parmi les soldats. Malgré ces contraintes, les militaires encouragent aussi les contacts avec la population. La plaine est mise à disposition de spectacles festifs, comme le *Barnum & Bailey Circus* en 1901 ou le légendaire *Buffalo Bill's Wild West*, qui plante ses tentes en septembre 1906 devant la caserne de cavalerie.



L'Antiquité romaine, trophée de Fraikin à la première caserne de cavalerie (1883).

L'ESSOR DU « QUARTIER DES CASERNES »

Pour la réalisation des casernes qui ornent la plaine des manœuvres, l'armée fait à nouveau appel à un architecte civil : Félix Pauwels, l'auteur des portes des fortifications d'Anvers. Comme si l'armée était trop pressée de rattraper le temps perdu, elle lui commande les plans pour un seul quartier mais les utilise deux fois. À la première caserne de cavalerie (1875-1882) succède la deuxième caserne de cavalerie (1878-1882), bâtie après le décès de l'architecte sous la direction de son ancien collaborateur, Otto Geerling.

La plaine des manœuvres avec les deux casernes jumelles de cavalerie.





Le régiment des guides dans la cour de la première caserne de cavalerie, début du XX^e siècle.

La plus belle contribution du maître réside sans aucun doute dans la succession simple mais majestueuse des bâtiments principaux situés le long du boulevard. Tant leur style classique que la perspective qui se dessine depuis la plaine des manœuvres révèlent l'hommage appuyé aux casernes du Champ de Mars à Paris, chef-d'œuvre du XVII^e siècle. L'influence française transparait également dans la présence de trophées sculptés en pierre de Savonnières et fixés au-dessus des entrées principales. Ces reliefs sont dus aux ciseaux de Charles-Auguste Fraikin, l'auteur de la statue des comtes d'Egmont et de Hornes, actuellement au square du Petit Sablon.

À l'intérieur de la caserne, les constructions répondent aux exigences du programme et l'on devine que les ingénieurs militaires ont apporté leur contribution. La cour d'honneur est encadrée par des blocs de logements indépendants qui abritent les chevaux au rez-de-chaussée et la troupe à l'étage. Mis à part l'immense manège, le reste est constitué de bâtiments annexes de taille et d'apparence variées. Ici apparaissent les nuances entre les deux casernes, l'une ayant par exemple un petit manège là où l'autre abrite un bassin de natation. Au niveau du décor intérieur, seuls les pavillons réservés aux officiers reçoivent un minimum de luxe, notamment le mess. Ailleurs, l'association entre la brique et la pierre bleue vient parfois briser la monotonie des murs blancs.

La première caserne accueille, dès 1878, le premier régiment des guides. La seconde accueille en 1882... le second régiment des guides puis les sixième et douzième régiments d'artillerie, de sorte que l'on

parle parfois de deuxième caserne d'artillerie. D'autres locataires viendront s'ajouter en fonction des évolutions du casernement : télégraphistes, école d'escrime, cadets, etc. sans compter les troupes de passage à Bruxelles, logées jusque dans les combles si besoin est. La vie entre enfin dans les murs. Les archives nous parlent de l'achat de latrines portatives ou de râteliers d'harnachement; les cartes postales de la Belle Époque insistent sur les corvées liées aux repas ou à l'entretien si contraignant des chevaux; sur place, les anneaux d'attaches ou les mangeoires en pierre nous rappellent que l'animal est au cœur de la vie d'un quartier de cavalerie.



Groupe des sous-officiers de Bruxelles et le repos des sous-officiers au camp de Brasschaat, deux photographies de Léon Frémault pour l'album du troisième régiment d'artillerie, 1905.



Le premier atelier du photographe Léon Frémault, chaussée de Wavre.

LE PHOTOGRAPHE DES CASERNES

Léon Frémault illustre l'une des nombreuses professions qui gravitent autour des casernes : celle de photographe. Installé chaussée de Wavre dans les premières années du XX^e siècle, il se fait connaître en obtenant une autorisation d'accès aux casernes d'Etterbeek et d'Ixelles. Bien entendu, il reçoit également dans son studio. Par la suite, il obtient des commandes officielles de photos de régiment ou même de la famille royale. Après la guerre, il se fait construire tout un immeuble, toujours chaussée de Wavre, et fait partie des notables de la ville. C'est lui qui couvre le mariage d'Astrid et du futur Léopold III. Il sera le président de la fédération nationale des photographes de Belgique.



La « corvée patates » à la caserne Rolin au début des années 1930.



Le bassin de natation de la première caserne de cavalerie dans l'entre-deux-guerres. Il disparaît suite aux travaux de rénovation des années 1980.



Le mess des sous-officiers des guides à la première caserne de cavalerie dans les années 1920.

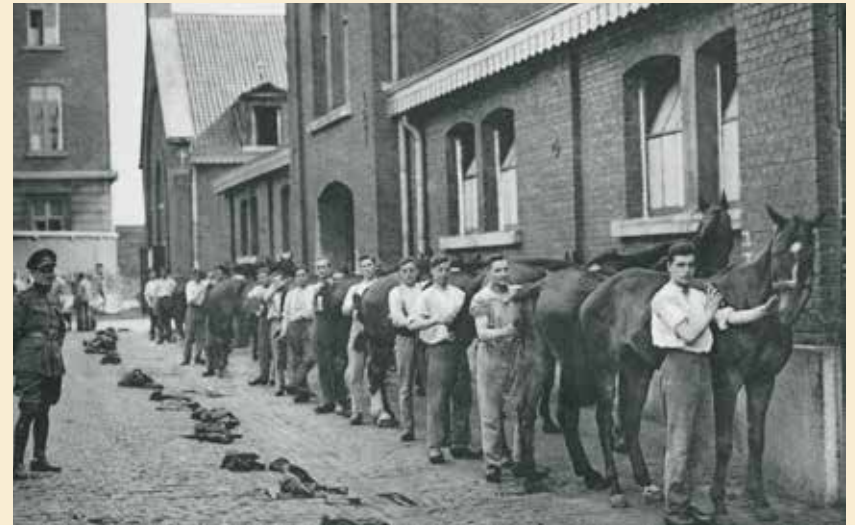
La corvée de cour à la même caserne Rolin, vers 1905.



L'abreuvoir de la deuxième caserne avant 1914.



Le pansage des chevaux à la caserne De Witte-De Haelen dans les années 1920.





La caserne d'artillerie à Etterbeek
autour de 1900 : entrée côté boulevard
et intérieur côté chaussée de Wavre.

Le roi, satisfait, se rend sur place dès 1877. D'autres, moins enthousiastes, s'insurgent contre le choix d'un emplacement si éloigné du centre-ville, ou s'interrogent sur le coût faramineux de l'opération. Le ministre de la Guerre lui-même déclare curieusement qu'il faut renoncer à ce modèle au profit de constructions pavillonnaires.

Le projet d'une troisième caserne est cependant déjà en route à Etterbeek. Destinée à l'artillerie, elle occupe un terrain voisin, à l'angle du boulevard Militaire et de la chaussée de Wavre, encore appelée chaussée de Tervuren. Les plans sont initialement très similaires de ceux de l'ensemble précédent : une série de blocs parallèles disposés perpendiculairement à un bâtiment principal flanqué de deux pavillons, le long du boulevard. Au centre, un tympan abrite un trophée sculpté sur le thème de l'artillerie. Le style, par contre, est plutôt néogothique. Dans la version définitive, réalisée à partir de 1878, il n'y a plus de bâtiment principal le long du boulevard, mais un curieux corps de garde évoquant l'entrée d'un château-fort. Les seules constructions en hauteur sont deux groupes de deux blocs de chambrées de dimensions différentes, situés à l'arrière du terrain et disposés de chaque côté de la cour d'honneur. Leurs façades sont ajourées de baies à arc en plein cintre et les pignons sont à pas de moineau, ce qui leur donne une allure plus animée que celle de la caserne voisine. Bref, la caserne d'artillerie se veut plus pittoresque, dans l'esprit du style néo-Renaissance flamande alors à la mode.

Les travaux sont-ils à peine achevés en 1883 qu'il est déjà question d'un nouveau projet : l'arsenal du parc de campagne, c'est-à-dire la réserve de matériel roulant de l'artillerie. L'incertitude quant à l'emplacement exact et la difficulté d'acquérir des terrains poussent la hiérarchie militaire à se contenter, dans un premier temps, d'ajouter des constructions à la caserne d'artillerie. Il faut attendre 1901 pour qu'elle charge l'architecte Henri Van Dievoet d'un projet pour un nouveau quartier, face au précédent mais de l'autre côté du boulevard. L'ensemble s'articule autour de deux vastes hangars aux toitures de fer et de verre, dont la façade vers le boulevard revêt l'apparence de tours médiévales – sorte d'hommage à l'étonnante entrée de la caserne d'artillerie. C'est là que sont stockés les véhicules, tandis que d'autres bâtiments, plus simples, accueillent les ateliers de réparation. Les bureaux du personnel se concentrent le long de la chaussée de Wavre, sur une étroite parcelle triangulaire adroitement exploitée.



Vue aérienne de l'arsenal après les
travaux de rénovation des années
1990-2000.

Les besoins logistiques de l'armée

La construction de l'arsenal ne suffit pas à calmer la fièvre immobilière de l'armée. Ses besoins matériels ne cessent d'augmenter, en particulier dans un domaine longtemps négligé car jugé inutile ou peu glorieux : la logistique. Jusque 1873, le transport fait partie intégrante de l'artillerie, qui a les besoins les plus évidents en la matière : sans munitions, pas d'artillerie. Ce problème étant réglé avec la création de l'arsenal, reste à améliorer la question du transport des autres régiments, d'où l'institution du régiment du train, renommé corps de transport en 1913. Le Train est chassé de la caserne Sainte-Élisabeth à sa démolition en 1905, en même temps que les hordes de rats qui envahissent alors le Vieux Bruxelles...

Dès avant cette date, des troupes du Train investissent le quartier de la Chasse. On leur attribue la parcelle située entre les casernes d'artillerie et de cavalerie, le long de la chaussée de Wavre. La zone se couvre d'entrepôts et prend le nom de quartier des Cosaques, d'après la rue des Cosaques de la Meuse (en référence à une compagnie franche de la Révolution de 1830) qui la sépare de la caserne de cavalerie. Henri Van Dievoet, déjà cité, dessine les belles façades de l'avenue de la Cavalerie (future avenue de la Force aérienne), moins originales toutefois que celles de l'arsenal. Lorsque l'espace manque à nouveau,

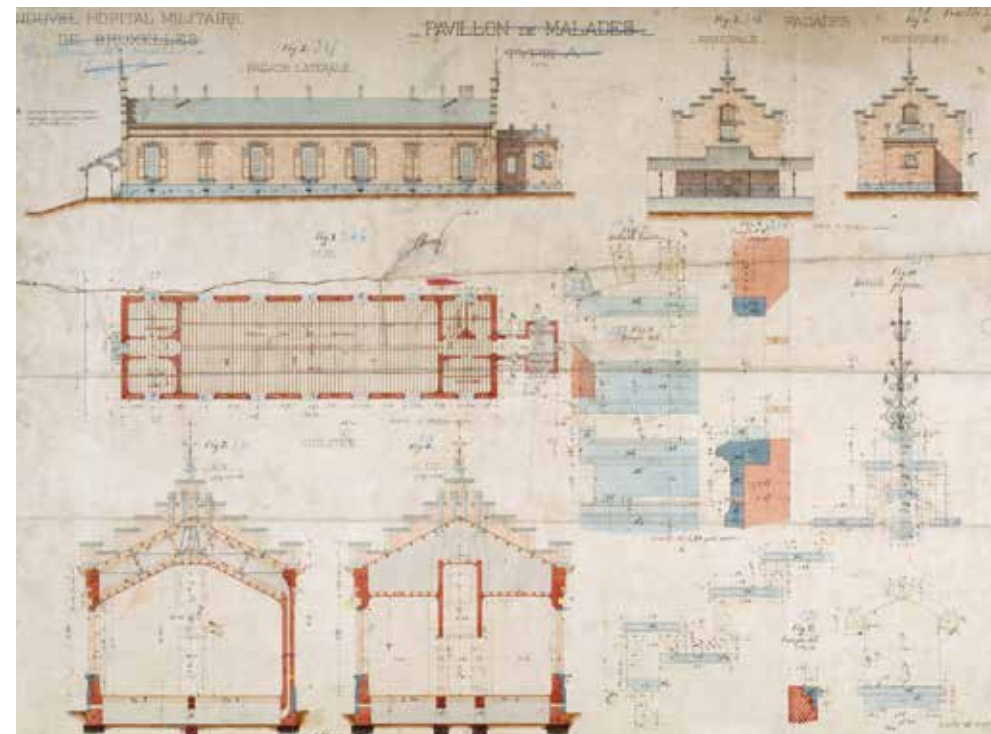
le corps de transport s'installe en face de la première caserne de cavalerie, lieu voué jadis à l'exercice des cavaliers de l'artillerie (le polygone des pionniers de cavalerie) et qui se couvre de garages discrets à partir de 1923.

Sur le plan de l'intendance, il existe un bataillon d'administration dont les tâches ne cessent de s'étendre: il fournit le fourrage pour les bêtes, la nourriture pour les hommes, les médicaments pour l'hôpital militaire, etc. La boucherie et la boulangerie se situent rue Delaunoy à Anderlecht, mais le magasin à fourrage est construit dans le quartier des Cosaques – son incendie, en 1899, fait les gros titres des journaux. À la fin du XIX^e siècle, l'état-major, encouragé par la professionnalisation croissante des armées en Europe, décide de centraliser deux tâches clés: le couchage (la fourniture des lits et draps) et l'habillement. Le magasin régional de couchage vient s'installer en face de la deuxième caserne de cavalerie en 1898, à l'angle de la chaussée de Wavre. Le magasin central d'équipement est bâti peu après juste à côté, avec la commission centrale d'expertise, chargée d'examiner la conformité des fournitures commandées à des firmes privées. Une immense cheminée est érigée en 1904, en même temps que la buanderie et le séchoir.

Bref, les constructions utilitaires poussent comme des champignons, jusqu'à constituer une nouvelle petite caserne: le quartier-maître. Une maison subsiste-t-elle au milieu du site ? Qu'à cela ne tienne, la caserne la contourne et s'étend de l'autre côté. Avec un peu d'imagination, ce qui subsiste aujourd'hui de cet ensemble hétéroclite fait revivre l'atmosphère enfiévrée des années qui précèdent la Première Guerre mondiale. La façade intérieure de la Commission centrale d'expertise – un édifice néo-Renaissance flamande aux

proportions harmonieuses – porte encore les traces de la marquise destinée à abriter les chargements de matériel. De l'autre côté d'une cour intérieure s'étalent les ateliers, vastes surfaces industrielles couvertes d'une structure métallique avec éclairage zénithal pour donner davantage de lumière aux ouvriers. Moins spectaculaire, cette caserne atypique n'en constitue pas moins un maillon essentiel du fonctionnement de l'armée.

L'enfilade de la caserne du Train (Quartier-Maître) avant la démolition de la partie centrale dans les années 1990.



Plan d'un pavillon de malades de l'hôpital militaire d'Ixelles, 1884.

L'hôpital militaire et la gendarmerie d'Ixelles

Les deux derniers grands projets du « quartier des casernes » voient le jour de l'autre côté du chemin de fer sur la commune d'Ixelles. La forte concentration de soldats dans cette partie de la ville pousse l'autorité à chercher ici un terrain pour le nouvel hôpital militaire, dont la construction est prévue depuis 1875. Le projet se concrétise en 1882 et est inauguré en 1888. Sur un site de plusieurs hectares, en forte pente, l'architecte Geerling et les officiers du génie parviennent à bâtir un hôpital à la pointe du progrès médical, dans un mélange de tradition et d'innovation bien caractéristique du XIX^e siècle.

Plutôt que d'entasser les malades dans des dortoirs sombres, on les installe dans des petits pavillons aérés et entourés de verdure. Un réseau de galeries vitrées permet de circuler d'un bâtiment à l'autre sans mettre le nez dehors. La dénivellation est corrigée en installant les bâtiments sur trois terrasses successives, et de nombreux arbres ornent le site. Au milieu, en surplomb, une chapelle conçue comme un vrai pastiche du XVII^e siècle dissimule dans sa partie inférieure les



Hôpital militaire d'Ixelles, cuisines et baraquements provisoires de la guerre 1914-1918.

générateurs d'électricité et les chaudières à mazout de l'hôpital. Les bâtiments techniques et administratifs sont construits en périphérie, le long des rues, ainsi que le couvent des sœurs hospitalières de Saint-Augustin, qui font office d'infirmières. Les façades sur l'avenue de la Couronne, en briques et en pierre de taille, constituent un très bel exemple de style néo-Renaissance flamande.

Un peu plus loin sur l'avenue, à l'angle du boulevard, la gendarmerie apporte la touche finale à l'ambiance militaire du quartier. Il ne s'agit pas d'une nouvelle brigade, mais bien de l'école ainsi que du groupe mobile, c'est-à-dire des unités de maintien d'ordre. C'est pourquoi elle reprend dans les grandes lignes le plan d'une caserne de cavalerie. On y retrouve le long bâtiment principal sur le boulevard, flanqué de deux pavillons, les blocs de logements (chevaux et hommes) parallèles, le manège, et enfin un imposant mur d'enceinte.



La légion mobile de la gendarmerie dans la cour de la caserne d'Ixelles. Photographie de Léon Frémault, 1928.

Nous sommes en 1909 : la typologie est familière, mais le style et le mode de construction diffèrent quelque peu des deux ensembles voisins. Le classicisme français de ceux-ci fait place, non au néo-flamand pittoresque mais à un savant mélange d'influences qui évoque d'autres réalisations contemporaines, comme l'hôtel de ville de Saint-Gilles. À la fantaisie décorative des bâtiments à front de rue répond la sobriété des blocs de logements, plus massifs et fonctionnels que ceux d'Etterbeek. Autres nouveautés, la présence d'un vaste mess pour la troupe et surtout d'un quartier des mariés bien isolé du reste de la caserne (au coin de l'avenue de la Couronne et de la rue Fritz Toussaint). Mais ce sont là des réalisations courantes depuis la modernisation des casernes dans les années 1880-1890.

LA BELLE ÉPOQUE DES CASERNES MODERNES

Ixelles-Etterbeek n'a pas le monopole de l'architecture militaire bruxelloise. D'autres casernes nouvelles sont construites à Bruxelles-Ville, Bruxelles-Laeken et Schaerbeek, où se trouve déjà le Tir national. Bien qu'il soit également utilisé par les militaires, le Tir national doit son existence à une autre institution, typique du XIX^e siècle : la garde civique. Constituée par les hommes qui n'ont pas ou plus d'obligation militaire, soit principalement les membres de la bourgeoisie (petite et grande), elle est une sorte de milice patriotique. Le garde civique doit acheter lui-même son uniforme ; l'État, c'est-à-dire le ministère de l'Intérieur, se charge de lui fournir une arme et les moyens de s'exercer au tir plusieurs fois par an.



Pavillon central du nouveau Tir national à Schaerbeek.

Un Tir national permanent est établi en 1861 à Schaerbeek. Les gravures d'époque montrent un bâtiment dont le style rappelle celui du Petit Château. Vingt-cinq ans plus tard, le terrain est devenu trop petit pour la portée des fusils modernes. Il déménage donc en 1888 dans un édifice plus grand mais tout aussi libre dans l'interprétation des styles du passé. Situé au croisement de la chaussée de Louvain et du prolongement des boulevards de ceinture extérieure, le nouveau Tir national est aisément accessible pour tous les militaires de la ville, et même ceux des casernes voisines de Tervuren et Vilvoorde.

La même année, sur le site de l'ancien Tir, l'entrepreneur Jaspas commence les travaux de construction d'une nouvelle caserne d'infanterie, destinée aux carabiniers, qui abandonnent en 1894 le Petit Château. Le programme est ambitieux: la caserne Prince Baudouin se veut en effet plus grande, plus moderne que tout ce qui a été fait jusqu'alors. Comme à Etterbeek, elle est destinée à stimuler l'urbanisation d'un quartier encore très rural; c'est d'ailleurs le génie qui réalise le square situé devant la caserne, au carrefour de la chaussée de Louvain: la place Dailly. Ce choix donne au plan d'ensemble une allure différente de celle des autres quartiers bruxellois puisque le bâtiment principal se situe sur un petit côté du vaste rectangle qui circonscrit la caserne. Derrière lui, en contrebas puisque la place est le point le plus élevé, s'étale une immense cour d'honneur entourée de trois blocs de logements – un quatrième se superpose en vis-à-vis de l'entrée, vers l'autre petit côté.



La cour de la caserne Dailly.
Photographie de 1916.



Caserne Dailly, façade principale sur la place du même nom.

Ce plan évoque directement les casernes bâties par dizaines en France, dès l'imposition du service militaire individuel en 1871. Même le style n'échappe pas à cette influence. En comparaison avec le caractère néo-flamand du bâtiment principal, les blocs sont de parfaits hommages à la tradition française, avec leurs toits mansardés. Il n'y a pratiquement pas d'éléments de décor, sinon dans le vestibule d'honneur de l'entrée principale, tout en polychromie naturelle. On y trouve le seul élément qui porte la signature d'un architecte, à savoir le jeune Paul Saintenoy: une niche prévue pour abriter le buste du prince Baudouin, du nom de l'héritier du trône, décédé prématurément en 1891.

Comme à l'accoutumée, les diverses dépendances viennent se greffer tout au long du mur puis même, plus tard, en dehors de celui-ci. Peu avant la Première Guerre, on y installe le tout premier chenil pour les chiens de l'armée. Les carabiniers étant une troupe montée... à bicyclette, de nombreux locaux techniques concernent le vélo: hangars de stockage, ateliers de réparation. Il y a d'autres aspects par lesquels la caserne se veut moderne. Ainsi, les immenses blocs de logements dissimulent des chambrées de taille plus réduite qu'auparavant, disposées le long d'un couloir interminable. Surtout, la caserne est la toute première à recevoir l'installation de l'électricité.



Festivités du 75^e anniversaire de la création du régiment des grenadiers, dans la cour d'honneur de la caserne Prince Albert, 1912.

Les demeures royales des grenadiers

La multiplication de quartiers militaires neufs et agréables rend intolérable la situation précaire des grenadiers, le régiment du souverain. Ils quittent donc les bas-fonds de la capitale pour s'installer rue des Petits-Carmes dans leur nouvelle caserne, dite Prince Albert, dont les travaux s'échelonnent entre 1896 et 1907. C'est le seul cas d'une installation en pleine ville, sur une parcelle déjà chargée d'histoire, entre le Sablon et la porte de Namur. Les architectes civils associés au projet, Jules-Jacques Van Ysendyck et le désormais familier Geerling, vont tenir compte de cette

spécificité dans le dessin des façades, qui reflète la diversité des styles du quartier. La tradition veut que le roi lui-même ait apporté sa contribution au parti pris esthétique retenu pour la caserne. À front de rue, elle adopte un style baroque sévère qui répond au classicisme du Palais d'Egmont. Le long de la rue du Pépin, on retrouve le style néo-Renaissance flamande qui a fait la gloire de Van Ysendyck, l'architecte des maisons communales d'Anderlecht, Schaerbeek et Jette.

À l'angle des deux rues se situe le mess, qui reçoit une petite coupole très « parisienne ». Malgré la complexité du site, le plan d'ensemble demeure classique, avec une cour d'honneur bordée de deux blocs de logements très soignés : ils sont dus à l'architecte de l'hôpital militaire, qui leur donne les mêmes façades à bossages en pointe de diamant, avec cette fois d'immenses croisées. À l'intérieur, par contre, on retrouve les mêmes couloirs bordant les mêmes chambrées... Au milieu de la cour, face à l'entrée, le pavillon de l'horloge se dresse en surplomb d'un escalier tournant à deux volées. Le décor dont rêve tout militaire pour prêter serment, comme le fera le futur Léopold III en 1922.

L'autre caserne des grenadiers, celle qui protège le Palais de Laeken est elle-aussi reconstruite sur un autre emplacement à partir de 1899, par le même Jules-Jacques Van Ysendyck, remplacé à son décès en 1901 par son fils Maurice. On devine à nouveau l'ombre cachée du souverain car elle est édifiée par les soins de la firme Wauters-



Exercice à la caserne Sainte-Anne peu avant 1914.

Dustin, l'entrepreneur préféré de Léopold II. Le plan ne surprend pas, avec un logis principal précédant deux immenses corps de bâtiments abritant les logements des troupes ; les dépendances s'étalent sur les côtés, jusqu'à la drève Sainte-Anne qui donnera son nom à la caserne. Une autre récurrence est le souci d'ancrer le monument dans l'histoire, en mélangeant les références : la Renaissance flamande et le baroque. La partie la plus réussie est le corps d'entrée principal, adroitement disposé le long d'une rue courbe (l'avenue des Robiniers), avec ses façades sévères aux corniches saillantes. Aux angles, de gigantesques grenades sculptées servent d'amortissement.



Caserne Sainte-Anne, salle à manger du quatrième régiment d'artillerie d'armée.



11



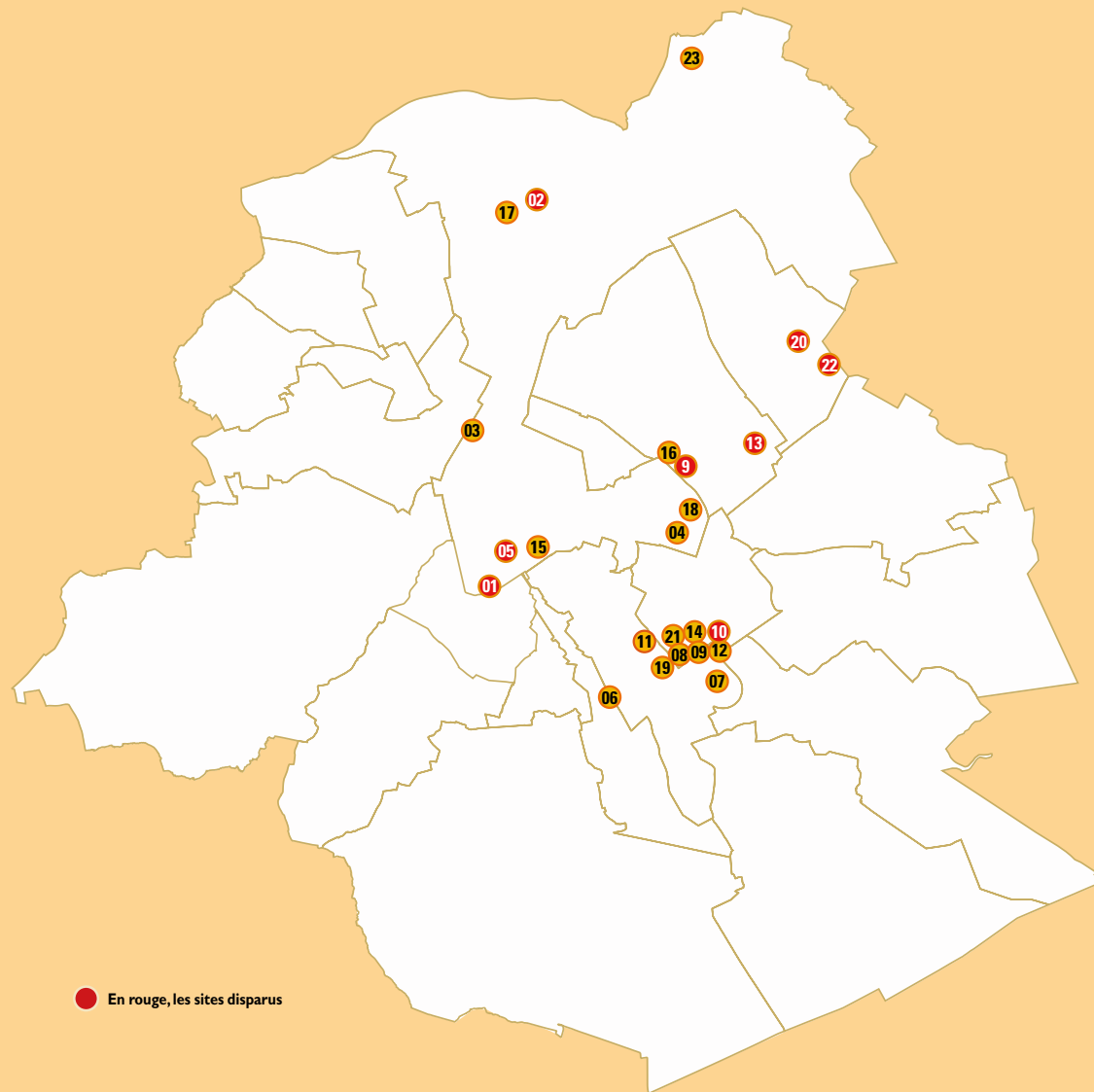
12



14

LES PRINCIPAUX SITES MILITAIRES À BRUXELLES (par ordre chronologique)

- | | |
|---|--|
| 01. Gendarmerie de Bruxelles, boulevard de Waterloo, Bruxelles | 14. Quartier des Cosaques et Quartier-Maître, avenue de la Force aérienne, Etterbeek |
| 02. Caserne des grenadiers au Palais de Laeken, Laeken | 15. Caserne Prince Albert, rue des Petits Carmes, Bruxelles |
| 03. Petit Château, boulevard de Neuvième de Ligne, Bruxelles | 16. Caserne Prince Baudouin, place Dailly, Schaerbeek |
| 04. Ancienne plaine des manœuvres et musée de l'Armée, esplanade du Cinquantenaire, Bruxelles | 17. Caserne Sainte-Anne, drève Sainte-Anne, Laeken |
| 05. Ancien hôpital militaire de la rue des Minimes, Bruxelles | 18. École royale militaire, avenue de la Renaissance, Bruxelles |
| 06. Ancienne école militaire et Institut de géographie militaire, abbaye de La Cambre, Bruxelles et Ixelles | 19. Caserne de gendarmerie, avenue de la Couronne, Ixelles |
| 07. Plaine des manœuvres et gare d'Etterbeek, boulevard du Triomphe, Ixelles | 20. Quartier Albert I ^{er} (Evere-Nord), chaussée de Haecht, Haren |
| 08. Caserne de cavalerie De Witte-De Haelen, boulevard Général Jacques, Etterbeek | 21. Caserne du Corps des Transports, avenue de la Cavalerie, Etterbeek |
| 09. Caserne de cavalerie Major Géruzet, boulevard Général Jacques, Etterbeek | 22. Quartier Reine Élisabeth (Evere-Sud), rue d'Evere, Evere |
| 10. Caserne d'artillerie Rolin, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek | 23. Hôpital militaire Reine Astrid, rue Bruyn, Neder-Over-Heembeek |
| 11. Hôpital militaire d'Ixelles, avenue de la Couronne, Ixelles | |
| 12. Arsenal du parc de campagne, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek | |
| 13. Tir national et Enclos des Fusillés, rue Colonel Bourg, Evere | |



● En rouge, les sites disparus

14



15



17



18



19



23



Logements des sous-officiers mariés de l'école militaire à l'abbaye de La Cambre, avant 1909.



Une école militaire digne de son écrivain

Aussitôt achevée, la caserne Sainte-Anne devient un modèle d'hygiénisme et de fonctionnalisme pour l'armée. À Bruxelles, celle-ci n'a plus qu'un seul chantier à attaquer, et non des moindres : l'École militaire. Après une période de bohème, l'école qui forme les officiers a fini en 1872 par trouver refuge à l'abbaye de La Cambre, où se trouve déjà l'École de Guerre – l'école des officiers d'état-major, conçue sur le modèle de la *Kriegsakademie* prussienne. Viennent s'ajouter peu après l'École d'application, soit la partie pratique de la formation des cadres, et l'Institut cartographique militaire. Quelques bâtiments sont construits pour les besoins de l'instruction (dans le respect du patrimoine ancien), de sorte que l'école fait encore les honneurs de la presse dans les années 1880. Vingt ans après, la peinture s'est écaillée. Les clichés de l'époque nous montrent un cabinet de chimie sorti tout droit d'un film de Harry Potter ou un quartier des mariés qui fait penser à un village rural reculé.

Pour offrir un cadre plus moderne à l'établissement, un accord est conclu avec la Ville de Bruxelles. Le choix se porte sur un site contigu à l'ancienne plaine des manœuvres, devenue parc du Cinquantenaire. Les bâtiments sont construits entre 1906 et 1909 par les services du génie, avec le concours de Van Dievoet et d'Henri Maquet, l'architecte attitré du roi, qui dessine le bâtiment principal dans un style classique français très solennel. La porte d'entrée est flanquée des statues de Mars et de Minerve, les dieux romains de la guerre, par le sculpteur Pierre-Jean Braecke. Sur le fronton, Jean Hérain sculpte une allégorie de la Belgique sous l'égide de Mars – on doit au même une partie du décor de l'arcade du Cinquantenaire. Autant de soin est apporté à



Intérieur du quartier de l'École royale militaire avec le manège et, à gauche, les blocs de logements.

Le gymnase de l'école.

l'intérieur de ce bâtiment, qui se distingue par la richesse ornementale du grand auditoire et de la chapelle.

À l'arrière, un ensemble de hauts pavillons de style éclectique se rassemble autour d'une cour d'honneur traditionnelle. Cet ensemble précède lui-même une série d'autres constructions non moins imposantes, dont tout un quartier de cavalerie avec manège et corps de bâtiment néo-Renaissance flamande – décidément un poncif du genre. Pour apprécier davantage l'adaptation aux exigences modernes de cet établissement de niveau universitaire, il faut se tourner vers les commodités : le bassin de natation, le gymnase ou la chaufferie, autant d'espaces de travail où l'architecture devient plus fonctionnelle.



Vue aérienne de l'École royale militaire après les transformations des années 1990.



La buanderie de l'hôpital militaire, devenu *Kriegslazarett I*, sous la première occupation.

Avec ce chantier s'achève l'Âge d'or des casernes bruxelloises. Il n'y en aura pratiquement plus de nouvelles avant les années 1970. Face à ce tableau d'ensemble, on peut se demander si la construction des casernes exprime l'évolution des besoins réels de l'armée, ou si elle constitue un élément de l'embellissement de Bruxelles, qui offre enfin au visiteur le visage d'une vraie capitale, avec tous les édifices publics nécessaires à l'acquisition de ce statut. Pour chacun de ces projets, en effet, le souci de poser les bases d'un nouveau quartier, ou de lui offrir un monument à admirer, paraît aussi important que l'amélioration des infrastructures militaires et du sort de ses occupants. En 1910, pour l'Exposition universelle de Bruxelles, l'armée se distingue par un « Pavillon du Génie Militaire », situé à côté de celui de la Ville elle-même. Il se fond parfaitement dans le cadre Beaux-Arts de l'Exposition, et semble vouloir indiquer au visiteur que l'armée s'apparente à une bourgeoisie très fréquentable. L'explication n'en est pas seulement la volonté de se conformer à l'esthétique dominante. Elle renvoie à l'évolution des rapports entre l'armée et la ville. La guerre étant (encore) une chose lointaine et inconnue, la première reste pour la seconde un partenaire dans la gestion et la mise en valeur de la ville.

UN PATRIMOINE EN GUERRE

Nonobstant le drame humain qu'elle représente, la guerre signifie du coup un bouleversement complet pour la stratégie militaire, basée sur la neutralité définie en 1830. Cette neutralité qui avait poussé, notamment, à accepter l'érection au cimetière de Bruxelles d'un monument aux soldats britanniques tombés à Waterloo (1889), ou de deux mémoriaux, français et allemand, aux soldats victimes de la guerre de 1870 et recueillis dans les hôpitaux belges tel que celui érigé sur la plaine des manœuvres. Bien sûr, les signes avant-coureurs

La première caserne de cavalerie occupée par les hussards en 1914-1918.

Soldats allemands au Petit Château.



ne manquaient pas, mais jusqu'au dernier moment, la préoccupation des autorités est de protéger le pays tant des Français que des Allemands. L'ultimatum envoyé par ceux-ci le 2 août 1914 ne laisse plus de doute sur le caractère inévitable de la guerre.

À ce moment, le deuxième Guides est en période de camp et le régiment du deuxième Lanciers occupe ses quartiers. Les lanciers prennent le train à la gare d'Etterbeek dès le 28 juillet, pour aller surveiller la frontière; le tout premier soldat belge qui périt sous les balles allemandes est un des leurs, le cavalier Fonck, le 4 août. La veille, le sixième d'artillerie quitte Etterbeek et passe la nuit dans la forêt de Soignes. Toutes les casernes se vident bientôt: la ville est laissée entre les mains de la garde civique, jusqu'à l'arrivée des Allemands le 20 août. L'occupant s'empare de tous les bâtiments publics et des lieux stratégiques.

D'un point de vue militaire, Bruxelles va rester une ville de garnison à l'arrière du front. Les belles casernes à peine achevées vont remplir leur fonction à plein régime. On ne compte pas les cartes postales d'époque sur lesquelles les soldats prussiens et autrichiens, toutes armes confondues, posent fièrement. Ils sont plus discrets sur les installations stratégiques, comme leur hangar à zeppelin sur la plaine des manœuvres. À cause de la violence des combats, le principal besoin concerne les blessés: la caserne Dailly est utilisée comme un hôpital; celle de la gendarmerie, comme clinique pour chevaux. La capacité de l'hôpital militaire d'Ixelles est augmentée par la construction de baraques. Faute de place, d'autres édifices sont réquisitionnés; même le Palais des Académies devient un *Kriegslazarett*. Pour le reste, les Allemands ne créent pas de nouvelles infrastructures militaires, si ce n'est un aéroport à Haren-Evere qui sera étendu par la suite.



Un zeppelin survole les casernes d'Etterbeek. Photographie de Léon Frémault, début des années 1920.



Troupes autrichiennes sur la plaine des manœuvres. On aperçoit à gauche le hangar à zeppelin construit par l'occupant.

Cette occupation de quatre ans crée dans la population bruxelloise un traumatisme profond que l'après-guerre, période si justement nommée, tentera d'exorciser. Pour l'armée, elle marque une rupture irréversible. Sa légitimité n'est plus mise en cause comme jadis et elle peut se réorganiser en fonction de son rôle premier: préserver l'indépendance du pays. En 1920, le département de la Guerre change de nom pour devenir ministère de la Défense nationale; la même année est conclu le fameux accord de coopération militaire avec la France (il sera révoqué en 1936).

À Bruxelles (et dans le reste du pays), le patrimoine militaire de l'entre-deux-guerres est au croisement de deux préoccupations majeures. D'une part, l'hommage aux héros qui ont sauvé la patrie; d'autre part, la modernisation des infrastructures en fonction des acquis de la Grande Guerre.

La commémoration

Le premier hommage rendu aux soldats est d'abord, bien entendu, de s'occuper d'eux. Il faut soigner, réparer les victimes du devoir. À l'hôpital militaire d'Ixelles, le colonel-médecin Paul Derache gagne sa réputation en soignant les «gueules cassées». D'autres établissements s'y attellent, comme l'Institut des Invalides de Guerre installé dans l'ancienne propriété Parmentier, du nom du créateur de l'avenue de Tervuren, jusqu'à son incendie accidentel en 1925. Les soldats y fabriquent eux-mêmes la plupart des membres artificiels destinés à les soulager.

Inauguration en 1925 du Monument aux artilleurs, devant la caserne Rolin.

Inauguration du Monument aux morts de Saint-Josse-ten-Noode, rue du Méridien, d'après *Le National Illustré* en 1920.

Le Soldat inconnu à la Colonne du Congrès, dans les années 1920.



Mais plus encore que les vivants, ce sont les morts qui retiennent l'attention. Voici venu le temps de la commémoration. Chaque commune érige son monument aux morts, c'est-à-dire à toutes les victimes de la guerre – soldats, résistants, simples citoyens injustement déportés, etc. De nombreux groupes sociaux, ou professionnels, font de même, ainsi pour le beau mémorial des «Bâtonniers de la guerre», créé par l'architecte Henri Lacoste pour le Palais de Justice (1937). Il est impossible de tous les citer; tant il y en a: sculptures, morceaux d'architecture, simple plaque commémorative. Les plus ambitieux sont souvent spectaculaires, parfois émouvants, rarement des œuvres de l'art de premier plan. L'esprit qui les anime est clairement celui de la revanche. Le Monument aux morts de Saint-Josse-ten-Noode (beau bronze de Guillaume Charlier; 1920) est construit à la place d'un Monument aux eaux du Bocq, fait par un Allemand et rasé pour l'occasion!

L'inhumation des victimes de la guerre est elle-même très encadrée. Depuis 1917, l'État prend en charge l'enterrement des militaires morts au combat et peut exproprier des terrains en ce but. L'apothéose de ce culte des morts est atteinte le 11 novembre 1922 avec l'inhumation du soldat inconnu au pied de la colonne du Congrès. Érigée en 1859 comme symbole de l'Indépendance nationale, elle se voit octroyer une signification nouvelle par le simple ajout d'une dalle en bronze discrète – les flambeaux ne sont ajoutés qu'en 1924, sur un projet de l'architecte communal, François Malfait. Pour l'État qui est à l'origine du projet, c'est l'hommage de la Nation au sacrifice de tous ceux qui en font partie.



Le monument provisoire à Édith Cavell par Égide Rombaux, érigé derrière la Maison du Roi et détruit pour faire place au nouveau Palais de Bruxelles de la rue Marché-aux-Herbes en 1929.

ÉDITH CAVELL, MARTYRE UNIVERSELLE

Édith Cavell est une infirmière britannique devenue en 1907 directrice de l'école des infirmières de l'Institut Berkendael, à Saint-Gilles. Lorsque celui-ci devient un hôpital de la Croix-Rouge, sous l'occupation allemande, elle y organise l'évasion des soldats alliés blessés. Elle est arrêtée le 15 août 1915, enfermée et jugée par un tribunal militaire qui la condamne à la peine capitale. Elle est exécutée au Tir national, en compagnie d'autres patriotes. En agissant ainsi, les Allemands pensent faire un exemple et décourager toute résistance. Mais «l'assassinat de miss Cavell» est immédiatement répercuté dans le monde entier et perçu comme un acte de barbarie intolérable. Dans les pays anglo-saxons, les volontaires affluent pour s'enrôler dans l'armée et combattre le «péril boche». Après la guerre, un monument est érigé devant son école; il y en aura dans le monde entier. Le Tir national devient un véritable mausolée à sa gloire et à celle des autres fusillés. En mai 1922, les souverains britanniques viennent se recueillir sur place avant le transfert de la dépouille vers la cathédrale de Norwich. Rarement dans l'histoire le sacrifice d'une femme n'a suscité tant de réactions...

Plus directement liés au patrimoine militaire sont les monuments commandités par l'armée elle-même, ou plutôt par les régiments puisque beaucoup sont érigés par souscription. Il ne s'agit pas ici d'appeler au recueillement en hommage aux martyrs, mais de célébrer le sacrifice, la gloire au combat, et ainsi de raffermir l'esprit de corps. Beaucoup se trouvent dans les casernes ou contre une façade extérieure de celles-ci. Chaque unité a le sien et, à nouveau, il serait impossible de tous les citer. Il existe même un Monument au Pigeon-Soldat, square des Blindés, dû à Victor Voets, un spécialiste du genre. Le plus connu est certainement le Monument à l'infanterie qui se trouve place Poelaert (Edward Vereycken, 1935). Mais le plus étonnant est peut-être celui de l'artillerie: constitué d'une statue de sainte Barbe juchée au sommet d'une sorte d'immense obélisque, il est installé en 1925 à côté du châtelet d'entrée de la caserne (il sera plus tard déplacé à Brasschaat). Les bâtiments eux-mêmes sont placés sous le signe de l'hommage. À partir de 1934, les casernes qui n'avaient pas encore d'appellation reçoivent le nom d'un officier héros de la guerre. La première caserne de cavalerie à Etterbeek prend celui du lieutenant-général De Witte, vainqueur des Allemands à la bataille de Haelen (12 août 1914). La seconde, Major Gêruzet, du nom d'une victime de la première attaque au gaz menée par les Allemands sur le Front de l'Yser. La caserne d'artillerie est placée sous l'égide des frères Hyppolite et Gustave Rolin. Même l'hôpital militaire devient quartier lieutenant-général médecin Melis (chef du service santé de l'armée en 1914). Les quartiers militaires bruxellois sont le cadre d'innombrables cérémonies et remises de drapeaux. D'autres événements ont lieu sous l'arcade du Cinquantenaire, où se situe désormais un musée de l'Armée. Le nom l'indique: il ne s'agit pas de faire l'histoire de la guerre mais de retracer les origines de l'armée, cette institution qui a démontré en 1914 à quel point elle est indispensable à la Nation. En réalité, un embryon de ce musée existe dès 1911 à l'abbaye de La Cambre, suite au succès des pièces historiques présentées par l'armée à l'Exposition universelle du Solbosch. Après la libération, l'enrichissement des collections orchestré par le conservateur Louis Leconte prend une tournure exponentielle, ce qui explique en 1922 le déménagement vers le site du Cinquantenaire. La série d'initiatives prises à l'occasion des fêtes du centenaire de la Belgique, avec notamment un grand cortège en uniformes, lui apporte la consécration du public.



Le général De Witte de Haelen, vignette de la chocolaterie Ri Ri Demaret sur l'histoire militaire de Belgique.



Le Panorama de l'Yser dans le hall de l'aviation du musée de l'Armée ; Photographie publiée dans le Plan de Rénovation domaniale en 1969.

ALFRED BASTIEN ET LE PANORAMA DE L'YSER

Le musée de l'Armée abrite l'une des plus grandes toiles jamais peintes, un monument en soi: le *Panorama de l'Yser*. Sur 115 mètres de long et 14 de haut, Alfred Bastien y présente la terrible bataille qui, en août 1914, va fixer le front pour le reste de la guerre. L'idée en a été soufflée par le roi lui-même; l'artiste y réfléchit dès le début des hostilités mais s'y attelle en 1920. Les scènes présentées sont un savant mélange d'éléments de la vie de tous les jours et de faits d'armes héroïques. Pour les rendre plus spectaculaires, des éléments de décor en trois dimensions sont ajoutés à la toile qui – c'est le principe du panorama – doit entourer complètement le visiteur pour produire

son effet. L'œuvre achevée est présentée en 1921 dans une rotonde du boulevard Lemonnier, puis, à partir de 1926, dans un bâtiment construit pour elle à Ostende. Après une dizaine d'années, l'intérêt du public diminue: le panorama commence une longue traversée du désert. Il est à nouveau présenté au public à partir de 1951, mais cette fois à l'horizontale et dans la grande halle contiguë au musée de l'Armée – celle qui va abriter les avions à partir de 1969. Cette solution supposée temporaire s'éternise et la toile s'abîme irrémédiablement. Elle est déposée en 1980 et attend depuis un sort meilleur.

Détails du *Panorama de l'Yser*, tel que conservé dans les réserves du musée de l'Armée.





Un dortoir pour soldats du huitième de ligne dans l'ancien hôpital Saint-Jean, années 1930.

L'ère des bidasses

Sur le plan des bâtiments militaires proprement dits, la fin de la guerre apporte des changements déterminants, dans la mesure où le lien entre les casernes et leurs occupants initiaux est souvent perdu. Certains régiments reviennent, mais repartent pour l'occupation de la Ruhr en 1920. D'autres ne reviennent pas, et sont remplacés. Le huitième régiment de ligne est promené entre la caserne Dailly, celle de Zellik et l'ancien hôpital Saint-Jean à partir de 1937. Ce bel ensemble néoclassique de 1843, qui abrite aussi un régiment cycliste, est rebaptisé caserne Duc de Brabant mais demeure toujours aussi

spartiate, avec des dortoirs de 70 hommes – qu'on leur ait donné cet édifice abattu sans remords quinze ans plus tard en dit long sur les égards de l'État envers le confort des soldats.

Conjugué aux difficultés budgétaires de l'armée, le va-et-vient incessant des troupes n'encourage pas les investissements. Alors qu'il faudrait moderniser, agrandir, on se contente d'utiliser des infrastructures parfois déjà vétustes, comme le Petit Château. Dans celui-ci, les miliciens n'ont pas de réfectoire: ils mangent leur gamelle en chambrée. Ils traversent la ville une fois par mois pour aller nager à la caserne des guides. C'est qu'il y a encore très peu de véhicules motorisés dans les casernes bruxelloises: tout se fait à pied. Les carabiniers de la place Dailly mettent trois jours et une nuit à gagner le camp d'exercice de Beverloo, dans le Limbourg. Dans cette caserne si moderne lors de son inauguration, il n'y a, en 1934, qu'un téléphone, au corps de garde. Les bonnes raisons ne manquent pourtant pas pour s'adapter, depuis les progrès techniques constatés lors de la guerre. Ce n'est pas un hasard si la seule nouvelle caserne qui fait son apparition à Bruxelles est celle de l'aviation militaire, entre Haren et Evere, là où les Allemands avaient créé un aéroport. Elle se compose principalement d'une série de hangars pour une vingtaine d'appareils ainsi que de locaux techniques pour les ateliers de réparation. Des blocs de casernement sont construits à partir de 1921, mais dans un style très fonctionnel. Les seuls édifices remarquables du site sont construits pour l'aviation civile et réappropriés ensuite par l'armée: l'Avia-Palace (1923) et l'aérogare elle-même (1929). L'aéronautique militaire concentre son attention sur la formation des pilotes et le matériel.

Deux quartiers existants connaissent une extension liée à ces mêmes progrès techniques: la caserne Sainte-Anne à Laeken, qui accueille l'artillerie anti-aérienne (DTCA) à partir de 1935, et l'arsenal d'Etterbeek. Dans les deux cas, les nouvelles infrastructures sont purement fonctionnelles. Mais le second nous éclaire sur les difficultés de la présence militaire dans une commune en pleine explosion démographique. Pour agrandir l'arsenal, l'armée propose en 1922 une nouvelle convention à la commune d'Etterbeek. Il s'agit d'augmenter la capacité totale à 1.200 voitures en direction de l'avenue des Volontaires, en ajoutant 4.000 m² carré de hangars ! L'opération nécessite le percement d'une nouvelle rue (celle des Pères Blancs), ce qui n'enchantait guère l'administration etterbeekoise. Celle-ci fait en outre clairement savoir qu'elle estime avoir assez de zones non imposables sur son territoire. Huit ans s'écoulent entre le projet et la réalisation – huit ans de tracasseries, de discussions sur qui paiera quoi.

Sans égard à ces difficultés, le responsable du casernement pour Bruxelles écrit encore au ministre en 1924 qu'il est important de prévoir de la place pour d'autres agrandissements futurs, tant à l'Arsenal que dans les autres casernes. Il faut songer, écrit-il, à un deuxième manège pour l'artillerie, à de nouveaux dépôts de l'intendance et à un emplacement pour le laboratoire de cinématographie (celui-ci ira finalement à Rolin puis rue des Palmiers, à Woluwe-Saint-Pierre). Ce discours est-il réaliste face au coût des terrains, dans une ville en proie à un besoin croissant de logements ? À terme, il ne peut que signifier l'abandon des casernes, car l'État n'a plus les moyens ni la volonté politique de s'étendre en ville. Malgré ce portrait en demi-teintes, l'entre-deux-guerres apparaît comme l'Âge d'or des casernes.



Des milliers de jeunes appelés ont envoyé ce genre de cartes entre les deux guerres: la « classe » désigne la fin du service militaire.

L'entrée de la caserne d'aviation à Haren-Evere, au début des années 1960.

Où plutôt de ceux qui y sont passés, les appelés. Les quartiers militaires de l'entre-deux-guerres sont des machines à les occuper. Photographies et récits de jeunesse nous parlent du quotidien animé des troupes dans les années 1930-1950: les corvées inutiles, les punitions arbitraires ou l'esprit de camaraderie, plus fort que tout. Auréolés du prestige de la victoire, les soldats ne suscitent plus la méfiance des habitants. On les voit partout. À Schaerbeek, en 1922, les carabiniers donnent une fête au parc Josaphat, au profit des orphelins de guerre. Lorsque le huitième de ligne quitte la même caserne Dailly, la population les suit en liesse. On les voit parader à la « plage » de Hofstade, dans les cinémas de la rue Neuve ou les petits estaminets qui fourmillent autour des casernes, comme le *Looping*, rue de la Plaine d'Aviation à Evere.

LA NOSTALGIE DE LA VIE EN CASERNE



Groupe de mitrailleurs devant le Tir national dans les années 1930.

En 1984, Marcel Vermeulen, journaliste du *Soir* a la brillante idée de partir à la recherche de témoins de cette époque et en retrouve des centaines, souvent ironiques sur les tâches iniques qui leur étaient confiées, mais toujours un brin nostalgique quant à la vie avec les copains du régiment. On y apprend qu'en 1934, une cantinière vendait des couques au Tir national, que le premier spectacle de l'armée belge a lieu trois ans plus tard à la caserne Saint-Jean, ou encore, quel est l'équipement de base pour un bleu au deuxième Lanciers, au quartier de cavalerie De Witte-De Haelen : « un bonnet de police à « floche » blanche, accompagné de la mentonnière, deux chemises, une neuve et une usagée (toujours par économie, même chez les rupins), deux caleçons longs et râpeux comme du papier de verre, deux paires de chaussettes, une paire de gants kaki en laine et une

paire en cuir chromé pour les escortes, deux vestes, l'une pour les exercices, l'autre pour les sorties, deux culottes de cheval également destinées aux sorties et aux exercices, un ceinturon avec attache en forme de serpent, une tenue de toile avec pantalon long, une paire de sabots pour les travaux d'écurie (car la patte d'un cheval s'appuyant sur la vôtre faisait voir trente-six chandelles), deux paires de chaussures non cloutées, deux manteaux dont un cousu pour la fixation en saucisson sur la selle, un sac de pansage, des vis à glace pour le verglas, un casque, une carabine Mauser, une baïonnette avec porte baïonnette en cuir, un sabre droit de cavalerie légère, une paire de fontes, une chaîne en acier pour attacher le licou, un mors de bride et un mors brisé, un masque à gaz, une pelle ».

La seconde occupation

Ces loisirs s'interrompent brutalement avec la mobilisation décrétée en 1938 et 1939. Après la campagne des dix-huit jours, le roi signe la capitulation le 28 mai 1940. L'armée belge est faite prisonnière et pour la population commence une nouvelle occupation allemande. On ne peut citer tous les bâtiments qui deviennent les otages forcés des envahisseurs: Bruxelles est le quartier-général du Commandement militaire pour la Belgique et le Nord de la France, de sorte que le besoin en bureaux et en logements est élevé. À Molenbeek-Saint-Jean, par exemple, une maison de repos à peine achevée, rue Ferdinand Elbers, est transformée en hôpital militaire; à Jette, le chalet normand du Laerbeekbosch loge des officiers.

On ne peut non plus citer toutes les constructions temporaires établies sous l'occupation, dans des domaines parfois inattendus. Ainsi, des abris anti-aériens sont creusés un peu partout, notamment dans le parc Astrid à Anderlecht. Certains lieux entrent dans l'imaginaire collectif, comme le café *Au Coq de Jemappes*. Repère de résistants, il tire son nom de la statuette de coq dont l'orientation indique aux patriotes s'ils peuvent entrer sans inquiétude ou non...

Le sort des casernes est à l'image de la guerre: sombre et tragique. La gendarmerie d'Ixelles devient un camp de transit pour réfractaires au travail obligatoire. Elle subit de plein fouet le bombardement allié du 7 septembre 1943, qui endommage aussi la gare, le quartier De Witte-De Haelen, et surtout tue 342 civils plus un nombre inconnu de soldats allemands. Parmi les victimes, le baron Greindl, un héros de la résistance en attente de son exécution. Malheur aux vaincus: après la Libération, la caserne d'Ixelles accueille des collaborateurs, pour y être fusillés, comme le militant nationaliste flamand August Borms.



Le café *Au Coq de Jemappes*, rue des Harengs, un repaire de résistants pendant la seconde occupation. Photographie parue dans *Le Patriote Illustré* en 1946.

La caserne De Witte-De Haelen immédiatement après le bombardement du 7 septembre 1943.

La caserne de gendarmerie d'Ixelles éventrée suite au même bombardement.



Scène de la Libération : un char Sherman britannique devant les casernes d'Etterbeek en septembre 1944.



La ville est d'ailleurs à peine libérée que les chars alliés défilent à la plaine des manœuvres et que les soldats occupent les bâtiments désertés par les Allemands. La caserne De Witte-De Haelen ou le domaine du Manoir d'Anjou à Woluwe-Saint-Pierre (transformé en véritable quartier militaire) abritent ainsi les forces britanniques, qui restent jusque 1946-1947, car Bruxelles sert de point d'étape aux mouvements de troupes entre l'Allemagne et l'Angleterre. La caserne de cavalerie abrite même un atelier mécanique et une école de réadaptation. Pour se délasser, les officiers disposent du Palais d'Egmont, rebaptisé *Montgomery Club*.

Après l'Armistice, la fièvre du souvenir reprend, mais plus allusive. Aux monuments démonstratifs, on préfère des cérémonies solennelles, mais pudiques, comme à la Grand-Place le 11 novembre 1945. Pour évoquer à la fois les combattants de 1940, les résistants et les morts en déportation, juste un catafalque monumental entouré de deux vasques à l'antique. Le Tir national accueille de nouveaux hommages aux fusillés. Les photos de l'après-guerre montrent des chapelets entiers de pèlerins défilant entre les curieuses maisonnettes construites par les Allemands pour tromper l'aviation alliée. Ce sera sa dernière heure de gloire : la vénérable bâtisse disparaît dans l'indifférence générale en 1963 – seul demeure l'enclos des fusillés, classé en 1980.

On construit moins de monuments commémoratifs qu'après 1918, principalement parce que ceux de la Grande Guerre sont toujours debout. Il suffit donc de les compléter, ajouter des noms. Les créations



Hommage aux victimes de la guerre sur la Grand-Place de Bruxelles, le 11 novembre 1945, d'après une photographie parue dans *Le Patriote Illustré*.

nouvelles ont trait aux héros et aux drames propres à la Deuxième Guerre, comme la déportation ou la solution finale. En 1964, la commune de Molenbeek-Saint-Jean installe dans le parc des Muses le Monument à la Brigade Piron, du nom de l'officier belge qui a participé au Débarquement. Puis il y aura d'autres guerres et d'autres héros : Woluwe-Saint-Pierre abrite en 1966 le Mémorial de la guerre de Corée ; au square de Riga à Schaerbeek se trouve depuis 1970 celui dédié aux «troupes des Campagnes d'Afrique». À cette époque, la fièvre commémorative est passée. C'est aussi l'heure du déclin irrémédiable des casernes.



Le monument aux volontaires belges tués pendant la Guerre de Corée à Woluwe-Saint-Pierre (Xavier de Crombrugge, 1966).

Le restaurant du *Club Prince Albert*, dans l'ancienne caserne des grenadiers rue des Petits Carmes.



LES CASERNES ET LA MODERNISATION DE L'ARMÉE

Après 1918, elles avaient connu un jeu de chassé-croisé. Après 1945, elles perdent leurs locataires, car à peine l'armée belge est-elle reconstituée qu'elle envoie le fer de lance de ses troupes en Allemagne où certaines resteront jusque 2005. Les guides, par exemple, ne reverront jamais le quartier De Witte-De Haelen. Mis à part la construction du curieux Hôtel du Transit, pour loger des officiers, l'armée n'y fait plus aucun investissement. Les grenadiers font également partie des Forces Belges en Allemagne. Leur caserne bruxelloise reste très fréquentée, mais surtout pour le magnifique mess, qui devient le Club Prince Albert, ouvert à tous les officiers. Leur autre quartier, Sainte-Anne à Laeken, devient l'école des cadets à partir de 1948. Dailly perd ses carabiniers et accueille désormais l'état-major général. Quant au Petit Château, il est si vétuste que l'on n'ose pas y remettre un régiment. Il devient une prison pour inciviques puis, en 1951, le Centre de recrutement et de sélection de l'armée. Bref, il n'y a aucun investissement dans les infrastructures bruxelloises, à une époque où l'armée belge connaît pourtant des bouleversements sans précédents. En 1949, l'adhésion à l'OTAN – qui emménage son siège à Bruxelles en 1967 – l'oblige à aligner sa stratégie sur celle du commandement allié. L'année suivante, même son nom est adapté: on parle désormais de «forces armées». En 1965, une commission mixte de militaires et de civils réfléchit à l'avenir de la défense; pour la première fois, l'hypothèse d'une armée de métier, sans miliciens, est évoquée (ce projet ne prendra forme qu'en 1992).



Photographie des commodités à la caserne Rolin à la fin des années 1960 et extraite du Plan de Rénovation domaniale afin d'illustrer la vétusté des installations militaires.

À la même époque, l'armée entreprend une enquête approfondie sur son patrimoine: le plan de rénovation domaniale (1969). L'état de décrépitude profonde de nombreuses casernes, notamment à Bruxelles, éclate au grand jour. Le constat est clair: il faut les abandonner, quitter le centre des villes pour donner aux militaires l'espace et l'oxygène dont ils ont besoin. Les terrains ainsi libérés permettront aux quartiers résidentiels de se développer. Dans la presse, on fustige le peu d'égards pour les appelés. En 1972, dans la caserne Rolin occupée par le «5^e TTR» (un bataillon des Services de Transmission), les dortoirs de vingt lits sont encore éclairés par deux ampoules minuscules et chauffés par un poêle à charbon dont les vapeurs provoquent régulièrement des intoxications. La coupe est pleine. L'armée vend ses vieilles casernes bruxelloises (sauf les écoles), et organise le déménagement vers des sites flambant neufs – le produit de la vente étant censé permettre de financer les nouvelles constructions. L'homme-clé de ces opérations est Paul Vanden Boeynants, ministre de la Défense entre 1972 et 1979. Il donne trois objectifs à la rénovation des casernes: offrir aux forces armées des infrastructures modernes, optimiser leur fonctionnement en centralisant les unités, et enfin libérer de la superficie dans les centres urbains engorgés.



Le quartier Reine Élisabeth à Evere, construit à partir de 1971. Bloc de l'état-major.

Deux des nouveaux sites se situent dans l'agglomération. Le quartier Reine Élisabeth, aux confins d'Evere et de Zaventem, est destiné à rassembler tous les services administratifs éparpillés dans la capitale. Il occupe un site bucolique à côté de la caserne d'aviation – rebaptisée quartier Roi Albert I^{er}. Ce qui frappe dans cet ensemble édifié à partir de 1971, c'est sa discrétion. À l'exception du bloc de l'état-major (1974-1977), les constructions sont de faible hauteur et éparpillées parmi de vastes étendues d'herbe. Le recours systématique au préfabriqué leur donne un

aspect monotone et utilitaire. Au moment de l'inauguration, l'armée insiste au contraire sur la fantaisie des couleurs et la variété des plans, afin de démontrer à quel point cette architecture est supérieure à celle des anciennes casernes. Un dernier argument est le confort : au lieu de dortoirs, des chambres de quatre personnes, équipées de sanitaires. Le dénigrement de l'ancien est plus fort encore avec l'autre grand projet : le nouvel hôpital militaire de Neder-Over-Heembeek. Celui d'Ixelles, complété en 1948 par la construction d'un laboratoire central, n'a jamais démerité. En 1964, il accueille même les malades civils, le temps de la grève des médecins. Mais on lui reproche l'exiguïté des locaux et sa situation en plein centre qui le rend difficile à atteindre. Son remplacement est décidé dès le début des années 1970. Il s'agit de faire un *general hospital* à l'américaine. Ce nouvel ensemble absorbera d'autres entités, comme le renommé centre de neuropsychiatrie d'Anvers ainsi que le centre de recrutement et de sélection. On trouve un site très accessible, en bordure du ring. L'ampleur des travaux déjà en cours contraint l'armée à faire appel à un maître d'œuvre privé. Le style retenu est très fonctionnaliste, plus monumental qu'à Evere cependant. Ici encore, le confort du personnel est au premier plan : la forme des fenêtres est étudiée pour limiter le bruit des avions de l'aéroport de Zaventem, tout proche. On laisse de la place pour des extensions futures, alors que l'hôpital a déjà une capacité de 1.000 lits ! En 1990, il reçoit le nom de Reine Astrid. À ce moment, la fin de la guerre froide et, plus directement, du service militaire le rendent subitement inadapté et des voix s'élèvent pour



L'hôpital militaire de Neder-Over-Heembeek vers 1980, au moment de son inauguration.

dénoncer son inutilité. Il lui faudra se battre pour survivre – notamment en se spécialisant dans les grands brûlés, y compris les civils.

LA DIFFICILE RECONVERSION DU PATRIMOINE MILITAIRE

Ce combat est aussi celui des quartiers vendus par l'État en 1976, et dont pratiquement tout le monde attend la démolition. Selon le goût de l'époque, ils accumulent deux tares corollaires : la laideur et l'inutilité. Seuls les « rats de casernes » se plaindront de leur disparition, lit-on dans *Vox*, la revue de l'armée. Le dossier de la vente connaît cependant des aléas qui vont quelque peu modifier cette vision. Initialement, l'acquéreur est la Région bruxelloise (via la Société nationale du Logement) qui doit construire à leur place des logements sociaux. Mais la vente est annulée à cause du prix jugé excessif. Les années passent et l'armée cède ses bâtiments au compte-gouttes...



La caserne Rolin dans les années 1980.

Dix ans après, le projet de rénovation domaniale est perçu comme le témoin d'une époque trop ambitieuse. En outre, la tendance n'est plus au logement social, mais au logement moyen – destiné à la petite et moyenne bourgeoisie qui fuit la capitale. Enfin, l'idée de reconstruire des bureaux n'est plus taboue, face au développement du rôle européen de la ville. Entre-temps, l'état des bâtiments ne cesse de se dégrader.

Les casernes-logements, une chimère ?

Le premier dossier à se débloquer est celui de l'arsenal. En fait, le site est surtout brigué par l'université flamande, la VUB, mais la commune d'Etterbeek fait barrage, dans l'espoir de profiter du départ de l'armée pour enfin augmenter son parc de logements. Il est finalement vendu en plusieurs lots en 1989. Les deux hangars principaux sont rénovés par l'atelier d'architecture GUS, auteur notamment de la restauration du *Old England* (musée des Instruments de Musique). Ils sont destinés à accueillir des petites entreprises. Le beau bâtiment à l'angle de la chaussée de Wavre devient un restaurant. Beaucoup de constructions disparaissent, mais l'atmosphère générale est préservée. Une idée particulièrement heureuse est la conservation du jardinet et de la grille en fer qui séparent le quartier du boulevard.

Alors que s'achève cette réhabilitation, la caserne Rolin qui lui fait face disparaît tout entière sous la pioche des démolisseurs. Plusieurs projets se sont succédés, envisageant pour les uns, la conservation de la plupart des bâtiments initiaux, pour les autres, uniquement le châtelet d'entrée – « comme témoignage d'un certain style d'architecture



La caserne Dailly, devenue Alexander's Plaza.

de l'époque», explique un groupe de travail en 1980. Celui qui voit le jour en 2002 n'en retient que le nom. Encore a-t-il fallu renoncer à un projet de tour de douze étages combattu avec virulence par la population locale. L'épilogue rappelle le cas de l'hôpital militaire d'Ixelles. L'immense terrain agrémenté de verdure fait rêver les promoteurs et les idéalistes. Alors que l'association ARAU souligne l'originalité de la disposition des pavillons et de la chapelle, les projets les plus réalistes ne prévoient de conserver que les bâtiments le long de l'avenue de la Couronne. Le bureau A2RC, qui soumet un projet dès 1988, l'emporte finalement mais avec une version minimaliste, exécutée en 2002 : on ne garde que les deux pavillons d'angle aux coins de l'avenue Rodin et de la rue Adophe Mathieu. La série noire se poursuit avec la caserne Dailly à Schaerbeek. Logements, hôtel de luxe, annexe de la Bibliothèque royale, cité des artistes : les idées ne manquent pas pour lui donner une nouvelle vie, mais les années passent et le seul rôle qui lui revient finalement est celui de chancre urbain, squatté tantôt par des musiciens, tantôt par des sans-logis. Exaspéré par l'immobilisme du dossier, le bourgmestre Roger Nols tente même de la faire abattre sans autorisation. Le chancre disparaît finalement à partir de 1996 au profit d'un projet privé. On ne garde que le bâtiment donnant sur la place Dailly (rénové en 2008) ainsi qu'une modeste annexe technique occupée depuis longtemps par le théâtre de la Balsamine. Heureuse idée qui permet au promeneur, avec un peu d'imagination, de se souvenir de l'apparence hétéroclite de l'ancienne caserne des carabiniers. Le cas des grenadiers est différent,

L'entrée du théâtre de la Balsamine, installé dans un bâtiment abandonné de la caserne Dailly en 1980. Une nouvelle salle (non visible sur la photographie) est construite en 2004 par l'architecte Francis Metzger.



puisque l'armée conserve les bâtiments sur la rue des Petits Carmes, avec le Club Prince Albert. Le reste fait l'enjeu d'une lutte sans merci entre les partisans du logement, qui souhaitent profiter du site pour rétablir le lien entre le haut et le bas de la ville, et le ministère des Affaires étrangères, qui y voit une opportunité unique d'étendre ses bureaux. La principale victime, ce sont bien sûr les constructions anciennes, en partie rasées dans les années 1990-2000.

Des casernes reconverties... en casernes

Il y a un point commun à toutes ces transformations : à chaque reprise, les lieux sont désertés avant qu'une nouvelle solution ne soit trouvée. En 1976, le Petit Château est lui aussi destiné à être vendu et démolit au profit de logements. Pour finir, l'armée l'utilise encore quelques années pour le recrutement et la sélection. Lorsqu'elle s'en va, l'État a justement besoin de loger les candidats réfugiés politiques, qui s'y installent en 1986. Quelques années plus tard, l'École militaire – le site – va (en partie) subsister parce que l'école – l'institution – décide d'y demeurer. Face à l'ampleur des travaux nécessaires, il est bien question en 1992 de la déménager, mais son emplacement, idéal pour un établissement universitaire, fait pencher la balance vers une rénovation lourde, quoique globalement respectueuse de la physionomie originale (Atelier Assar, 1994-2000). Même scénario pour la caserne Sainte-Anne. Désertée par l'École des cadets puis par l'Institut supérieur de Défense, elle connaît une période de flottement avant d'être affectée à l'école européenne n° IV. Les travaux commencent fin 2009. Le plus bel exemple de continuité est cependant fourni par les deux casernes de cavalerie à Etterbeek,



Scène des fastes de la gendarmerie sur la plaine des manœuvres vers 1948-1949. Les dommages de la guerre n'ont pas encore été effacés.



Le bloc O construit au complexe Gêruset pour accueillir l'École royale de la gendarmerie (on ne parle plus de caserne ni de quartier après 1997).



Une curiosité : la chapelle décorée par Frank Slabbinck à la caserne de gendarmerie (1978).

qui doivent leur survie aux besoins d'extension sans cesse croissants de la gendarmerie. Dès 1946, celle-ci occupe la caserne De Witte-De Haelen pour y installer sa réserve d'hommes, de chevaux et de véhicules de maintien d'ordre. Connue désormais sous le nom de Légion mobile, elle devient la vitrine de la gendarmerie qui y organise ses « fastes » dans la plus pure tradition militaire. Les dommages de 1943 sont progressivement réparés et d'autres bâtiments apparaissent dans les années 1950-1960, parfois à la place de blocs anciens ce qui va déparer quelque peu l'unité d'ensemble. Mais cela ne suffit pas. Dans la caserne d'Ixelles, qui subit également des transformations, la place manque pour loger tous les élèves gendarmes. Dès que l'armée décide de quitter la deuxième caserne de cavalerie (occupée par la Force aérienne jusque 1976), la gendarmerie décide donc de se porter acquéreur, par l'intermédiaire de la Régie des Bâtiments qui gère son patrimoine. Des plans ambitieux sont échafaudés pour moderniser le quartier tout en préservant son caractère. Un manège retrouve sa fonction première, un autre devient une salle de sports. Le point d'orgue des travaux réalisés est l'immense bloc O en

Démonstration publique du Centre d'Instruction pratique de l'École royale de gendarmerie (1987).





Journée portes ouvertes de la police fédérale au complexe Gêruset en 2008.

forme de baïonnette (sic), construit à côté de l'accès principal en 1991-1997, comme une carte de visite de la nouvelle institution. La suppression de la gendarmerie décidée par les accords Octopus de 1998 marque un coup d'arrêt aux projets de rénovation. Les chevaux, les véhicules sont toujours là et de nouvelles unités prennent possession des lieux, désormais attribués à la police fédérale. Mais faute de moyens et de vision claire sur l'avenir des casernes, seuls les travaux les plus urgents sont exécutés. L'idée d'un abandon, total ou partiel, de celles-ci refait même surface.

Les casernes bruxelloises sont emblématiques de ces édifices construits à une époque précise et dans un but spécifique, mais qui confrontés à l'évolution sociale et culturelle peuvent rapidement perdre leur utilité. Ils sont alors adaptés et transformés en fonction des opportunités et des volontés du moment. Outre leur valeur d'usage, les casernes gardent une valeur symbolique: elles sont la mémoire de pierre du passé militaire de la capitale qui évoque tant le service militaire que l'effroi des deux guerres mondiales.



Cavaliers de l'Escorte royale dans la cour du complexe De Witte-De Haelen.

Dans la même collection

1. LE CINQUANTENAIRE ET SON SITE (FR - NL - ESP - GB)
2. LE CIMETIÈRE DU DIEWEG (FR - NL)
3. LA GRAND-PLACE DE BRUXELLES (FR - NL - ESP - GB)
4. LE QUARTIER DU BEGUINAGE (FR - NL)
5. LE HEYSEL (FR - NL - ESP - GB)
6. L'AVENUE LOUIS BERTRAND ET LE PARC JOSAPHAT (FR - NL)
7. TROIS VISAGES DE PASSAGES AU XIX^e SIÈCLE (FR - NL - ESP - GB) GALERIES SAINT-HUBERT - GALERIE BORTIER - PASSAGE DU NORD
8. ANDERLECHT LA COLLÉGIALE - LE BÉGUINAGE - LA MAISON D'ÉRASME (FR - NL)
9. LE SABLON LE QUARTIER ET L'ÉGLISE (FR - NL - ESP - GB)
10. LE QUARTIER DES ETANGS D'IXELLES (FR - NL)
11. LE QUARTIER SAINTE-CATHERINE ET LES ANCIENS QUAIS (FR - NL)
12. LE PARC LEOPOLD ARCHITECTURE ET NATURE (FR - NL - ESP - GB)
13. LE QUARTIER DES SQUARES (FR - NL - ESP - GB) MARGUERITE, AMBIORIX, MARIE-LOUISE ET GUTENBERG
14. LE SQUARE ARMAND STEURS À ST-JOSSE-TEN-NOODE (FR - NL)
15. LE QUARTIER ROYAL (FR - NL - ESP - GB)
16. LE QUARTIER DE L'OBSERVATOIRE À UCCLE (FR - NL)
17. L'AVENUE DE TERVUEREN (FR - NL)
18. LA VALLEE DE LA WOLUWE (FR - NL)
19. L'AVENUE LOUISE (FR - NL)
20. LES BOULEVARDS DU CENTRE (FR - NL)
21. SAINT-GILLES DE LA PORTE DE HAL À LA PRISON (FR - NL)
22. LES BOULEVARDS EXTERIEURS DE LA PLACE ROGIER À LA PORTE DE HAL (FR - NL)
23. LE QUARTIER SAINT-BONIFACE (FR - NL)
24. LE QUARTIER NOTRE-DAME-AUX-NEIGES (FR - NL)
25. LES CANAUX BRUXELLOIS (FR - NL)
26. MARCHES DU PENTAGONE (FR - NL)
27. IMPASSES DE BRUXELLES (FR - NL)
28. UCCLE, MAISONS ET VILLAS (FR - NL)
29. LA PREMIÈRE ENCEINTE (FR - NL)
30. LE BOIS DE LA CAMBRE (FR - NL)
31. LE PALAIS DE JUSTICE (FR - NL)
32. L'ABBAYE DE LA CAMBRE (FR - NL)
33. L'AVENUE MOLIERE ET LE QUARTIER BERKENDAEL (FR - NL)
34. LES CITES-JARDINS LE LOGIS ET FLORÉAL (FR - NL)
35. CINEMAS BRUXELLOIS (FR - NL)
36. LA RUE AUX LAINES ET SES DEMEURES HISTORIQUES (FR - NL)
37. LE DOMAINE ROYAL DE LAEKEN (FR - NL)
38. CIMETIÈRES ET NECROPOLES (FR - NL)
39. HISTOIRE DES ECOLES BRUXELLOISES (FR - NL)
40. LES BOULEVARDS EXTERIEURS DE LA PORTE DE HAL À LA PLACE ROGIER (FR - NL)
41. L'ABBAYE DE DIELEGHEM (FR - NL)
42. L'ANCIEN PALAIS DU COUDENBERG (FR - NL - GB)
43. LES IMMEUBLES A APPARTEMENTS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES (FR - NL)
44. LA CITÉ ADMINISTRATIVE DE L'ÉTAT (FR - NL)
45. L'HÔTEL COMMUNAL DE SCHAERBEEK ET LA PLACE COLIGNON (FR - NL)
46. LES MAROLLES (FR - NL)
47. AU CŒUR DE FOREST ÉGLISE SAINT-DENIS, ABBAYE, MAISON COMMUNALE (FR - NL)
48. BRUXELLES ET SES CAFES (FR - NL)
49. LE PATRIMOINE RURAL (FR - NL)

Collection Bruxelles, Ville d'Art et d'Histoire

Faire découvrir les multiples joyaux du patrimoine de Bruxelles, tel est l'objectif de la collection **Bruxelles, Ville d'Art et d'Histoire**. Histoire, anecdotes, documents inédits, illustrations anciennes, considérations urbanistiques, architecturales et artistiques, autant de facettes qui exciteront la curiosité du lecteur-promeneur.

Le patrimoine militaire

On l'oublie parfois, mais Bruxelles a un riche passé de capitale militaire. Dès sa naissance, l'armée belge devient un pivot de l'identité nationale, et tient à marquer de sa présence la première ville du Royaume. Celle-ci se couvre d'un chapelet de magnifiques casernes, qui déclinent tous les styles de l'époque.

Ces édifices constituent aussi le lieu privilégié de pans entiers de la vie sociale de l'époque : le quotidien rude des soldats, bien sûr, mais aussi leurs escapades dans les quartiers bruxellois et les défis posés par le logement simultané de centaines d'hommes. Bref, une école de la vie, mais aussi des progrès techniques.

L'histoire des casernes est enfin celle de l'urbanisation de l'agglomération. Désertées par l'armée, elles deviennent l'enjeu du plus vaste projet de reconversion qu'a connu la ville, avec des résultats inégaux. Une histoire qui se poursuit encore aujourd'hui.

Charles Picqué,
Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé des Monuments et Sites

